

Campagne électorale fédérale 2004
Réponse aux deux questions posées par la Coalition *Eau Secours!*
L'eau continuera à faire partie des accords commerciaux canadiens...
Si l'on en croit les partis Conservateur et Libéraux

Montréal, le 23 juin 2004 - La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau peut annoncer que "Si la tendance se maintient..." l'eau en tant qu'objet de souveraineté nationale ne sera pas protégée par nos représentants élus en tant que ressource essentielle à la vie durant le prochain mandat du gouvernement fédéral. En effet, les deux partis politiques qui pourraient former le prochain gouvernement fédéral ne parlent pas de cet enjeu dans leur plateforme et n'ont pas daigné répondre à nos questions à ce sujet. Les membres de la Coalition et la population en tireront les conclusions appropriées

La Coalition a fait parvenir à chacun des partis politiques sur la liste électorale deux questions. Les partis politiques avaient jusqu'au 21 juin 2004 pour répondre. Tous savaient que nous allions publier les résultats.

Voici donc le résultat de l'enquête auprès des partis politiques en lice pour les élections fédérales du 28 juin 2004

Question 1 :

Est-ce que votre parti politique et son aile parlementaire ont, dans leurs projets immédiats de faire retirer l'eau de tous les accords commerciaux tels que l'Aléna, ou l'Accord général sur le commerce des services (AGCS)?

Réponses:

Bloc Québécois BC

"Oui. Le Bloc Québécois entend faire pression sur le gouvernement fédéral afin d'exclure cette question des accords commerciaux internationaux. Il s'agit là en fait du seul rôle que doit jouer le fédéral dans la gestion de l'eau, qui relève des compétences du Québec et des provinces. Seules les provinces ont la capacité de protéger les ressources hydrauliques."

Nouveau parti démocratique NPD

"Nous annonçons notre intention de renégocier l'Aléna dans le but d'y retirer le Chapitre 11, afin de protéger l'économie mixte du Canada dans laquelle les entreprises et les services publics jouent un rôle essentiel."

Parti communiste canadien PCC

"Oui, notre parti ferait retirer l'eau de tous les accords commerciaux tels que l'Aléna, la ZLÉA, ou l'accord général sur le commerce des services. Notre parti s'opposerait aussi à la participation du pays à ces accords commerciaux qui se dirige vers l'annexion du Canada aux États Unis. Car l'aspect principal est que ces accords ne sont pas basés sur des relations d'égal à égal entre pays mais sur la base de l'annexion d'une économie à une autre. En ce qui concerne l'eau, elle est une ressource naturelle essentielle pour les êtres humains, leur survie, leur bien-être. Elle n'est pas une propriété privée de quelconque monopole ou qu'un monopole pourrait s'approprier pour l'exploiter à ses propres fins. L'eau, c'est comme l'air qu'on respire."

Parti communiste du Canada PCC-ML

"Nous sommes très clairement contre l'inclusion de l'eau potable dans tous les accords commerciaux et endossons pleinement les objectifs de la coalition Eau Secours! à ce sujet; en ce qui concerne plus spécifiquement l'accord de l'ALENA, disons plus simplement que nous sommes carrément pour que le Canada s'en retire."

Parti conservateur du Canada PC

Le parti n'a pas daigné nous répondre - Après vérification de la plateforme du Parti - nous n'avons rien trouvé sur cette question

Parti de l'action canadienne PAC

"Puisque la sécurité de l'approvisionnement alimentaire canadienne dépend de l'eau, et puisque l'Aléna compromet le contrôle du Canada sur ses propres ressources: les membres du Parti de l'action canadienne assure l'exclusion de l'eau des provisions sur les biens, les services et les investissements dans l'Aléna et assure une exclusion explicite de l'eau et des services liés à l'eau sous l'AGCS, l'aléna et tous les accords subséquents liés aux échanges internationaux."

Parti libéral du Canada PLC

Le parti n'a pas daigné nous répondre - Après vérification de la plateforme du Parti - nous n'avons rien trouvé sur cette question

Parti vert du Canada

"Le Parti Vert s'oppose au mouvement vers la commodification de l'eau et à l'échange d'eau pour un profit dans les marchés étrangers."

Question 2 :

Est-ce que votre parti politique et son aile parlementaire, au-delà des contraintes existantes reliées aux ententes déjà signées, envisagent de prendre des mesures afin d'empêcher l'exportation d'eau en vrac?

Réponses:

Bloc Québécois BC

"Cette question relève de la juridiction du Québec. En effet, à l'automne 2002, le gouvernement du Québec s'est donné sa première politique nationale de l'eau. Nous pensons que celle-ci constitue la marche à suivre dans la protection de cette ressource, qui débute par la « volonté de reconnaître la ressource eau comme une richesse de la société québécoise faisant partie intégrante du patrimoine collectif » (extrait de la politique nationale de l'eau)."

Nouveau parti démocratique NPD

"Nous voulons interdire les exportations en vrac d'eau douce du Canada. Nous voulons protéger les Canadiens et Canadiennes face à des menaces comme le détournement du lac Devils. Nous adopterons une position claire dans les dossiers concernant les cours d'eau transfrontaliers par l'utilisation des pouvoirs de la Commission mixte internationale."

Parti communiste canadien PCC

"Oui. Comme l'eau est une ressource vitale qui appartient à tous, on ne peut pas reconnaître des ententes qui aliènent la souveraineté du Canada ou du Québec ou même les pays avec qui ces ententes sont signées. Ainsi, ces ententes deviennent des outils pour asservir les pays et contribuent au pillage de nos ressources naturelles à des fins privées et lucratives. La première mesure à prendre est d'imposer un moratoire sur ces ententes. Celles-ci devraient être examinées attentivement et largement afin d'établir quels intérêts servent de telles ententes. Une politique nationale devrait être proposée et discutée largement parmi la population pour assurer la fin du pillage de ces ressources naturelles à des fins privées et lucratives (incluant le problème criant de la pollution) et au détriment du bien-être du peuple canadien et québécois."

Parti communiste du Canada PCC-ML

"Dans ce sens, nous soutenons pleinement également les demandes de votre coalition pour empêcher l'exportation en vrac de cette ressource si cruciale."

Parti conservateur du Canada PC

Le parti n'a pas daigné nous répondre - Après vérification de la plateforme du Parti - nous n'avons rien trouvé sur cette question

Parti de l'action canadienne PAC

"Il faut mettre un moratoire sur toutes les initiatives d'accords commerciaux sur l'eau, jusqu'à ce que l'exclusion de l'eau de tous les traités soit réalisé"

Parti libéral du Canada PLC

Le parti n'a pas daigné nous répondre - Après vérification de la plateforme du Parti - nous n'avons rien trouvé sur cette question

Parti vert du Canada

Oui